



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

(C.C.T.P)

Procédure de passation du marché :

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

Articles L. 2124-2, L. 2125-1-1°, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-2§2,  
R. 2162-4§2°, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la commande publique

**Réf. :**

**Lot 1 : 25-A.O.I-07 / Lot 2 : 25-A.O.I-08**

**Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 15 feuillets numérotés de 1 à 15 incluant 2 annexes techniques :**

N° de l'annexe	Intitulé des annexes
<b>Annexe financière n°1 - Lot 1</b>	●Bordereau des prix - Lot 1 (valant annexe à l'acte d'engagement), ●Détail quantitatif estimatif – Lot 1 (simulation de prix), ●Décomposition des prix Lot 1.
<b>Annexe financière n°2 - Lot 2</b>	●Bordereau des prix - Lot 2 (valant annexe à l'acte d'engagement), ●Détail quantitatif estimatif – Lot 2 (simulation de prix), ●Décomposition des prix Lot 2.
<b>Annexes Techniques inclues dans le présent C.C.T.P</b>	Annexe technique n°1 : Calendrier prévisionnel
	Annexe technique n°2 : Cartographie des Aires d'Alimentation des Captages (AAC) concernées
<b>Annexe A</b>	Modèle du contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles

**Pouvoir Adjudicateur :**

**AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE**

200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

[www.eau-artois-picardie.fr](http://www.eau-artois-picardie.fr)

SIRET : 185 911 781 00028

**Objet du marché :**

**Assurer la promotion et le déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ciblant les captages ultra-prioritaires du bassin Artois-Picardie pour lesquels un contrat d'action pour la ressource en eau est approuvé :**

- **Lot 1 : 25-A.O.I-07 : Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62) ;**
- **Lot 2 : 25-A.O.I-08 : Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements de la Somme (80) et de l'Oise (60).**

➤Marché de services

➤Code nomenclature interne : **70.0U - Assistance à la promotion de la politique agence**

➤Classification CPV :

- **90700000 - Services relatifs à l'environnement**
- **79342200 - Services de promotion**
- **79419000 - Services de conseil et d'évaluation**

## **PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE _____	3
1.1 – L’Agence de l’Eau Artois – Picardie, « présente pour l’avenir de l’eau et le _____	3
développement durable » _____	3
1.2 – Présentation du contexte de l’exécution du marché _____	4
ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ _____	5
2.1 - Objet du marché _____	5
2.2 - Durée du marché _____	5
ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS COMMUNES AUX DEUX LOTS _____	5
3.1 – Contenu des prestations à réaliser _____	5
3.1.1 – Prise de contact et présentation du dispositif de promotion qui va être mis en œuvre _____	5
3.1.2 – Déploiement de l’aide captages (année 1) _____	7
3.1.2 bis - Déploiement de l’aide captages (année 2) _____	8
3.1.3 – Rencontre et accompagnement des agriculteurs intéressés _____	8
3.1.4 – Assistance au dépôt du dossier _____	9
3.1.5 – Transfert de l’accompagnement des agriculteurs _____	9
3.2 – Éléments fournis par l’Agence et les porteurs de projets _____	10
ARTICLE 4 – LIVRABLES ET REUNIONS _____	10
4.1 – Livrables attendus _____	10
4.1.1 – Livrables concernant le dispositif de promotion qui va être mis en œuvre _____	10
4.1.2 – Livrables concernant le déploiement de l’aide captages _____	10
4.1.3 – Livrables concernant la rencontre avec les agriculteurs _____	10
4.1.4 - Livrables concernant l’accompagnement au dépôt de demande d’aide via la plateforme RIVAGE _____	11
4.2 – Suivi et réunion annuelle _____	11
ARTICLE 5 – DELAIS D’EXECUTION _____	11
ARTICLE 6 – LIEUX D’EXÉCUTION ET DE LIVRAISON _____	12
6.1 - Lieu de livraison _____	12
6.1 - Lieu d’exécution _____	12
ARTICLE 7 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES _____	12
ANNEXE TECHNIQUE N°1 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL _____	14
ANNEXE TECHNIQUE N°2 : CARTOGRAPHIE DES AIRES D’ALIMENTATION DES CAPTAGES (AAC) CONCERNÉES _____	15

## **ARTICLE 1 – PRÉAMBULE**

### **1.1 – L'Agence de l'Eau Artois – Picardie, « présente pour l'avenir de l'eau et le développement durable »**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie, établissement public administratif de l'État dont le siège est à Douai, emploie 140 agents. Elle assure dans le Bassin hydrographique Artois-Picardie la traduction locale de la politique nationale de l'eau. Ses missions fondamentales sont la protection, la préservation et la lutte contre la pollution de la ressource en eau et de l'ensemble des milieux aquatiques. La loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages de 2016, étend les missions des Agences de l'Eau à la biodiversité marine et terrestre.

Le Bassin Artois-Picardie, d'une superficie de 20 000 Km<sup>2</sup> pour une population de 4,8 millions d'habitants, couvre les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et une partie des départements de l'Aisne et de l'Oise : ce qui représente 2 466 communes.

Ses instances décisionnelles (instances de bassin), et notamment le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, sont représentatives des acteurs socio-économiques, dont elle est le partenaire local de la politique de l'eau : collectivités territoriales, représentants de l'État et usagers de l'eau (entre autres : industriels, agriculteurs, pêcheurs, associations de consommateurs et de protection de la nature).

L'Agence assure l'application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (principe « pollueur / payeur » et « préleveur-payeur ») par l'établissement et la perception de redevances, auprès des personnes publiques ou privées, par exemple pour pollution de l'eau, modernisation des réseaux de collecte ou prélèvement sur la ressource en eau. Elles lui permettent d'attribuer des concours financiers sous forme de subventions ou d'avances remboursables aux personnes publiques ou privées pour la réalisation d'actions ou de travaux contribuant à la gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie met en œuvre, sur le bassin Artois-Picardie, les objectifs, orientations et dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le conseil d'administration pilote l'activité de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et définit sa politique dans des programmes pluriannuels d'interventions, selon les dispositions du code de l'environnement.

Les programmes d'intervention de l'Agence de l'Eau sont régis par des cycles de 6 ans.

Le 12<sup>ème</sup> Programme Pluriannuel d'Intervention (2025-2030), adopté le 15 octobre 2024 avec une dotation de 1,279 milliard d'euros pour les six prochaines années, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ce 12<sup>ème</sup> programme vise à accompagner tous les acteurs du bassin dans un effort commun pour accélérer l'atteinte du bon état des eaux fixés par la Directive Cadre sur l'Eau dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de la ressource en eau en période estivale. Ses cinq principaux enjeux visent à :

- Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides,
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu littoral et marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour plus d'information, consulter le site internet de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : [www.eau-artois-picardie.fr](http://www.eau-artois-picardie.fr)

## **1.2 – Présentation du contexte de l'exécution du marché**

Le 12<sup>ème</sup> programme prévoit des dispositions pour la protection des aires de captage irremplaçables. Il a, dans ce cadre, été décidé qu'un appui sera apporté pour protéger les zones de captage essentielles. Parmi les leviers mobilisables, l'Agence a porté la notification d'une aide agricole expérimentale mobilisable sur les aires d'alimentation des captages (AAC) classés ultra prioritaires.

Le dispositif de paiement pour service environnemental (PSE) captages s'inscrit dans le régime cadre notifié SA.116275 (entré en vigueur le 10/04/2025) intitulé « Aides compensatoire expérimentale pour la protection des captages dans les Hauts-de-France ». La décision de la Commission européenne est consultable à l'adresse suivante : <https://competition-cases.ec.europa.eu/cases/SA.116275>

Ce PSE cible uniquement les captages ultra-prioritaires du bassin Artois-Picardie pour lesquels un contrat d'Action pour la Ressource en Eau (CARE) est approuvé.

Le régime notifié a pour objectif une amélioration rapide et significative de la qualité des eaux des captages. Il s'appuie sur des exigences fortes en matière de réduction de produits phytopharmaceutiques et de fertilisants azotés. Ces exigences sont traduites dans deux voies d'accès à la mesure distinctes :

- ➔ **La voie des « cultures faible impact »** : parcelles engagées en cultures à bas niveau d'impact. En contrepartie d'une rémunération basée sur l'écart entre la marge brute des 5 dernières années et la marge brute obtenue avec les cultures à faible impact . Il s'agit de calculs forfaitaires avec des niveaux de rémunération préétablis pour chacune des cultures ;
- ➔ **La voie des « pratiques faible impact »** : les parcelles engagées devront être conduites sans produits phytosanitaires ou uniquement ceux autorisés en agriculture biologique avec une limitation de la fertilisation en azote total efficace à 100UN/ha dont 45UN/a en minéral. En contrepartie, la valorisation des productions sur fera sur la base tarifaire de la rémunération de l'agriculture biologique.

Le développement d'une agriculture à bas niveau d'impact sur la ressource en eau est permis grâce à une compensation des surcoûts et manques à gagner induits par les pratiques des cahiers des charges.

Grâce à la mise en œuvre de pratiques agricoles à bas niveau d'impact, l'enjeu est une amélioration durable de la qualité de la ressource sur les zones ciblées afin d'éviter la mise en place de filières de traitements supplémentaires pour rendre l'eau potable. Selon les autorités françaises, le régime notifié vise à accompagner la transition des exploitations agricoles vers des systèmes protégeant durablement la ressource en eau.

**Rôle et gouvernance :** Le dispositif de PSE proposé sera mis en œuvre dans le cadre de projets collectifs territoriaux, portés par les collectivités compétentes pour la production / distribution de la ressource en eau – porteurs de projets – (collectivités territoriales, syndicats d'alimentation en eau potable). Ces projets seront formalisés dans des CARE.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie accordera directement les aides sur la base du régime notifié. Elle assurera l'instruction, la mise en paiement et le contrôle de chaque dossier.

**Durée et engagement :** Le régime est applicable à compter de la date d'approbation par la Commission et jusqu'au 31 décembre 2027 (date d'engagement des dossiers). Il pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une demande de prorogation. Le PSE a une durée d'engagement de 5 ans.

**Règle de non-cumuls des aides et réglementation :** Les aides du présent régime ne peuvent pas être cumulées avec les Mesures agroenvironnementales et Climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique définies aux articles 28 et 29 du règlement (UE) n°1305/2013 pour un exploitant agricole donné à l'échelle de l'exploitation. Les deux dispositifs peuvent cohabiter sur un

même territoire, mais un agriculteur pourra souscrire soit aux MAEC (et/ou à une aide à la conversion ou au maintien de l'agriculture biologique - CAB/MAB), soit au dispositif PSE de manière exclusive.

Lorsqu'il sollicitera une aide au titre des PSE, il reviendra à l'agriculteur, sur la base d'une copie de son dossier de demande d'aides PAC (Politique agricole commune) pour la campagne considérée, de justifier qu'il ne demande pas à bénéficier de MAEC et/ou d'une aide CAB/MAB que ce soit pour une demande initiale ou la poursuite d'un engagement.

De même, le dispositif ne peut rémunérer une réglementation en vigueur sur un territoire donné. À ce titre, des clauses de revoyure sont prévus afin d'assurer le passage à la nouvelle PAC.

Les aides du régime peuvent toutefois être cumulées avec les aides versées au titre des paiements couplés définis à l'article 52 du règlement (UE) n°1307/2013. Toutefois, les indicateurs retenus seront définis de sorte qu'ils intègrent un critère complémentaire de gestion.

## **ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ**

### **2.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet d'assurer la promotion et le déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ciblant les captages ultra-prioritaires du bassin Artois-Picardie pour lesquels un contrat d'action pour la ressource en eau est approuvé. Le marché comporte deux lots :

- ➡ Lot 1 : 25-A.O.I-07 : Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62) ;
- ➡ Lot 2 : 25-A.O.I-08 : Promotion et déploiement du dispositif « Paiements pour services environnementaux – captages » dans les départements de la Somme (80) et de l'Oise (60).

### **2.2 - Durée du marché**

Pour l'ensemble des lots : le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au(x) titulaire(s) et est conclu jusqu'au 31 janvier 2028.

## **ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS COMMUNES AUX DEUX LOTS**

### **3.1 – Contenu des prestations à réaliser**

#### **3.1.1 – Prise de contact et présentation du dispositif de promotion qui va être mis en œuvre**

Le titulaire sera chargé :

➡ **D'organiser une réunion de démarrage** avec l'agence de l'Eau Artois-Picardie, d'une durée de deux (2) heures. Cette réunion de démarrage se tiendra en visioconférence à une date convenue avec l'Agence de l'eau et a pour objectif :

- De présenter le service gestionnaire du marché et les agents référents, de préciser les coordonnées et modalités de contact (téléphonique, mail...) pour toute la durée d'exécution du marché,
- De rappeler les objectifs, attendus et enjeux de l'agence de l'eau Artois-Picardie et le cas échéant d'actualiser le rétroplanning détaillé fourni par le titulaire à l'appui de son offre,
- De répondre aux éventuelles questions qui se présenteraient.

Un **compte rendu** de cette réunion sera rédigé par le titulaire et transmis en version numérique à l'agence de l'eau Artois-Picardie pour validation dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la tenue de la réunion.

Ces prestations sont intégrées dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.

➤ **De récupérer auprès de l'agence de l'Eau Artois-Picardie les éléments utiles à la bonne réalisation des prestations et notamment :**

- La liste des agriculteurs concernés,
- La liste des CARE signés par AAC (qui sera évolutive).

Ces prestations sont intégrées dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.

➤ **De présenter en détail le dispositif de promotion qui va être mis en œuvre , à savoir qu'il sera demandé a minima :**

L'organisation et la tenue d'une réunion d'information par territoire d'AAC (détaillée à l'article 3.1.2 et 3.1.2 bis du présent C.C.T.P) : Ces prestations sont traitées à prix unitaire par Aire d'Alimentation des Captages (cf. prestations référencées P2 et P2 bis dans l'annexe financière).

- La réalisation d'un diaporama de présentation en version numérique communicable pour expliquer en détail et de manière claire et pédagogique le fonctionnement du PSE captages (avec utilisation de la trame de diaporama de l'agence de l'Eau Artois-Picardie pour son 12ème Programme Pluriannuel d'Intervention). Ce diaporama de présentation intégrera les noms et coordonnées de contact des personnes à contacter pour avoir des informations. Cette prestation est intégrée dans le forfait.

Après validation par l'agence, le titulaire prendra en charge l'impression de :

- 740 Diaporamas de présentation en couleur pour le lot 1 (pour les 2 années de promotion et déploiement),
- 490 Diaporamas de présentation en couleur pour le lot 2 (pour les 2 années de promotion et déploiement).

Ces diaporamas de présentation seront remis aux participants à l'issue de la réunion d'information.

Ces prestations sont intégrées dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.

- La conception et l'impression couleur des cartons d'invitation aux réunions d'information du PSE Captages de type « Save-the-date » en version numérique. Après validation par l'agence, le titulaire prendra en charge l'impression, la mise sous pli et l'envoi de :

- 740 cartons d'invitation en couleur pour le lot 1 (pour les 2 années de promotion et déploiement),
- 490 cartons d'invitation en couleur pour le lot 2 (pour les 2 années de promotion et déploiement).

Ces prestations sont intégrées dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.

➤ **La conception des fiches techniques sur les cultures BNI afin de fournir des éléments agronomiques et économiques par culture et les imprimer pour distribution aux agriculteurs et fournira une version numérique à l'Agence de l'Eau :**

- Type de sol requis, résistance aux stress hydriques, ravageurs, maladies, etc...,
- Rendement moyen, prix de vente moyen, marge brute par culture, etc...,
- Les différentes valorisations : débouchés, filières locales, etc... .

Après validation par l'agence, le titulaire prendra en charge l'impression de :

- 740 fiches techniques sur les cultures BNI en couleur pour le lot 1 (pour les 2 années de promotion et déploiement),
- 490 fiches techniques sur les cultures BNI pour le lot 2 (pour les 2 années de promotion et déploiement).

La conception, l'impression et la distribution de ces fiches techniques sont intégrées dans la prestation référencées P1 dans l'annexe financière.

• La réalisation de communiqués de presse et éléments de langage en version numérique pour transmission auprès des divers supports de presses agricoles pour publication (1 article tous les 6 mois). Ces prestations sont intégrées dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.

Le candidat présentera ces éléments à l'appui de son mémoire technique selon la forme qu'il jugera la plus appropriée, en s'appuyant sur son expérience et son analyse. Les livrables à imprimer devront respecter le thème couleur eau, avec une utilisation principalement des couleurs bleu et blanc. D'autres couleurs peuvent être apportées à titre complémentaire.

**Les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées en complément de l'offre de base : les candidats ont la possibilité de proposer une variante relative à la proposition d'autres outils de promotion qu'ils jugeront utiles en compléments de ceux listés à l'article 3.1.1 du CCTP (cf. Articles 2.6 et 4.2 du règlement de la consultation) ; en cas de proposition, ces autres outils de promotion seront intégrés dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.**

L'ensemble de ces supports pourra être librement utilisé par l'Agence de l'Eau. De ce fait, aucun logo hormis celui de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ne devra apparaître sur les supports (cf. articles 3.3 et 8.4 du C.C.A.P.).

### **3.1.2 – Déploiement de l'aide captages (année 1)**

Sur la base des bons de commande qui lui seront adressés, le titulaire devra organiser une réunion avec chaque structure porteuse d'un CARE signé sur une AAC classée ultra-prioritaire afin de présenter et de promouvoir le dispositif aux agriculteurs et acteurs locaux et de réfléchir à l'articulation avec les actions du CARE. Ces prestations sont traitées à prix unitaire par Aire d'Alimentation des Captages (cf. prestation référencée P2 dans l'annexe financière).

L'objectif est d'informer les agriculteurs, de leur faire prendre conscience des enjeux eau présents sur leur territoire et de prendre des rendez-vous individuels avec les agriculteurs pour rentrer davantage dans le détail des éléments techniques et financiers.

Le titulaire sera chargé :

➡ De prendre connaissance des enjeux (eau) par AAC, de prendre connaissance du CARE, de prendre connaissance des pratiques agricoles locales, de la typologie des exploitations, des filières locales, des débouchés présents...

➡ D'échanger avec le pilote du CARE sur l'implication de la mesure dans la démarche de protection du captage.

➡ D'organiser une réunion publique par AAC avec tous les acteurs concernés pour promouvoir le dispositif : agriculteurs, maires, collectivités territoriales, DDT, filières locales, etc... :

➡ En amont de cette réunion le titulaire devra :

- Avoir adapté le diaporama type au contexte du territoire ;
- Avoir réalisé les fiches techniques sur les cultures BNI en version numérique et impression couleur qui devront être mises à disposition des agriculteurs présents
- Se rapprocher de la collectivité territoriale pour inviter les élus, les techniciens, les représentants de porteur du CARE et éventuellement les personnalités locales exerçant une influence positive (le titulaire prendra en charge l'impression et l'envoi des invitations) ;
- Solliciter le prêt d'une salle auprès de la collectivité territoriale concernée. En cas de refus ou d'impossibilité de mise à disposition d'une salle par la collectivité, le titulaire en informera sans délai l'agence de l'Eau Artois-Picardie, en justifiant expressément des démarches entreprises et des réponses obtenues par la collectivités et porteur du CARE. En cas de refus ou d'impossibilité de mise à disposition d'une salle par la collectivité, la recherche et la réservation et le paiement de salle seront prises en charge par le titulaire.
- Accueillir les invités.

➡ Au cours de cette réunion, le titulaire devra :

- Expliquer les objectifs du projet ;
- Savoir expliquer clairement le dispositif et savoir le différencier des autres dispositifs existants (autres PSE, MAEC, ...) ;
- Savoir présenter les aides complémentaires au PSE captages : aide matériel, outils filières... ;
- Répondre aux questions des participants et être incitatif ;
- Proposer une prise de rendez-vous avec les agriculteurs intéressés afin d'étudier plus finement le contenu du PSE et l'impact sur l'exploitation.

➡ À la suite de la réunion :

- Prendre rendez-vous avec les premiers agriculteurs intéressés.

➡ Quelques jours après la réunion :

- Relancer les agriculteurs par mails, par téléphone pour proposer une rencontre en ferme. Les candidats devront préciser, dans le rétroplanning détaillé joint à leur offre, les délais auxquels ils s'engagent pour la relance des agriculteurs.

Dans le cas où l'offre variante du titulaire serait retenue, celui-ci mettra également en œuvre les outils de promotion complémentaires, tels que détaillés dans son mémoire technique, nécessaires pour favoriser une augmentation du nombre de souscriptions.

### **3.1.2 bis - Déploiement de l'aide captages (année 2)**

Sur la base des bons de commande qui lui seront adressés, le titulaire sera chargé d'organiser une réunion de promotion « année 2 ». Cette prestation est traitée à prix unitaire par Aire d'Alimentation des Captages (cf. prestation référencée P2bis dans l'annexe financière).

Cette prestation reprendra les éléments de l'année 1, décrits à l'article 3.1.2 du présent C.C.T.P, à l'exception de la phase de prise de connaissance déjà réalisée.

Le titulaire présentera le bilan de la première année de souscription en valorisant les retours d'expérience et fera intervenir quelques agriculteurs déjà engagés afin qu'ils partagent leur témoignage auprès des nouveaux ou futurs souscripteurs.

### **3.1.3 – Rencontre et accompagnement des agriculteurs intéressés**

Sur la base des bons de commande qui lui seront adressés, le titulaire devra organiser un rendez-vous individuel sur l'exploitation de chaque agriculteur intéressé. Cette prestation est traitée à prix unitaire par agriculteur (cf. prestation référencée P3 dans l'annexe financière).

Ce rendez-vous devra permettre de réaliser une analyse à la fois technique et économique, afin que l'agriculteur comprenne clairement les implications de son engagement et les impacts potentiels pour les années à venir (à court, moyen et long terme).

Le titulaire devra prendre en compte les objectifs du dispositif PSE captages et les contraintes ou obligations de l'agriculteur.

Le titulaire sera chargé :

- ➡ De la prise de rendez-vous avec les agriculteurs intéressés ;
- ➡ De proposer à un représentant de l'agence de l'Eau Artois-Picardie et à un représentant de la collectivité porteuse du CARE de l'accompagner aux divers rendez-vous ;



➤ D'étudier l'exploitation et son environnement en prenant en compte les aspects techniques et économique afin d'établir un diagnostic précis de « l'état 0 » de l'exploitation et d'orienter au mieux l'agriculteur dans ses choix et décisions :

- Aspect technique à prendre en compte : cultures en place, rotation, pratiques culturales, etc...,
- Aspect économique à prendre en compte : calculer la marge brute par culture des 5 dernières années, taux d'endettement, etc... .

➤ De comprendre la stratégie de gestion de l'agriculteur et les éventuelles contraintes ou perspectives : Politique d'achat de matériel, nombre de salariés sur la structure, succession, reprise, investissements à venir, etc... ;

➤ De prendre en compte les objectifs du PSE captages et le contexte de l'exploitation vu précédemment pour orienter l'agriculteur vers la meilleure solution ;

➤ De conseiller les agriculteurs et les aider dans leurs choix de cultures ou de pratiques : Surfaces à engager, types de cultures à préconiser selon les paramètres du sol, etc... ;

➤ D'informer l'agriculteur des acheteurs potentiels des nouvelles cultures ;

➤ D'identifier, à l'issue de la réunion, les conditions nécessaires pour que l'agriculteur puisse signer, et de lui faire un retour accompagné d'éventuelles solutions. Il devra également étudier la piste de l'échange de parcelles entre voisins afin d'évaluer si cette option peut contribuer à rationaliser le projet.

### **3.1.4 – Assistance au dépôt du dossier**

Sur la base des bons de commande qui lui seront adressés, le titulaire sera chargé, dès que l'agriculteur aura pris la décision d'adhérer au dispositif, de l'accompagner dans le dépôt de son dossier de demande d'aide via la plateforme RIVAGE de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. Cette prestation est traitée à prix unitaire par agriculteur (cf. prestation référencée P4 dans l'annexe financière).

Le titulaire sera chargé :

- D'aider à la création de compte RIVAGE ;
- De dresser sur la base des attentes de l'agence une liste contenant les éléments nécessaires au dépôt du dossier qu'il partagera à l'agriculteur ;
- De récupérer l'ensemble des documents précédemment demandés ;
- De vérifier la conformité des documents ;
- D'accompagner l'agriculteur dans son dépôt sur la plateforme RIVAGE ;
- De suivre le dossier déposé et d'apporter les compléments si demande particulière de la part de l'agence de l'Eau Artois-Picardie.

### **3.1.5 – Transfert de l'accompagnement des agriculteurs**

Sur la base des bons de commande qui lui seront adressés, le titulaire devra, transférer les données collectées à la collectivité porteuse du CARE afin que le pilote puisse accompagner techniquement les agriculteurs. Cette prestation est traitée à prix unitaire par agriculteur (cf. prestation référencée P5 dans l'annexe financière).

Le titulaire sera chargé :

- De faire du lien avec l'animation du CARE ;
- D'identifier des sujets à travailler dans les animations CARE : tours de plaine, création de collectifs d'agriculteurs, etc....,
- D'organiser la prise de relais.

### **3.2 – Éléments fournis par l'Agence et les porteurs de projets**

L'Agence de l'Eau fournira au titulaire :

- La liste des territoires concernés ;
- La liste des exploitations concernées ;
- La liste des CARE signés par territoire identifié. Cette liste est évolutive et sera actualisée par l'agence de l'Eau Artois-Picardie en fonction de la signature des CARE ;
- La trame du diaporama 12<sup>e</sup> PI.

## **ARTICLE 4 – LIVRABLES ET REUNIONS**

### **4.1 – Livrables attendus**

#### **4.1.1 – Livrables concernant le dispositif de promotion qui va être mis en œuvre**

Le titulaire sera chargé de :

- Le compte rendu de la réunion de démarrage en version numérique ;
- Fournir le support du diaporama de présentation du dispositif de promotion réalisé en version numérique ;
- Fournir les cartons d'invitation aux réunions d'information du PSE Captages de type « Save-the-date » en version numérique et papier ;
- Fournir les communiqués de presse et éléments de langage réalisés en version numérique pour validation par l'agence de l'Eau Artois-Picardie.

#### **4.1.2 – Livrables concernant le déploiement de l'aide captages**

Le titulaire sera chargé de :

- Fournir les fiches techniques sur les cultures BNI réalisées en version numérique et papier ;
- Fournir la liste des participants présents à la réunion publique en version numérique ;
- Faire un bilan qualitatif et quantitatif de l'action proposée à la suite des réunions en version numérique.

#### **4.1.3 – Livrables concernant la rencontre avec les agriculteurs**

Le titulaire sera chargé de :

- Fournir une note pour l'agence de l'Eau Artois-Picardie sur les forces et faiblesses du dispositif à la suite des retours terrains en version numérique ;
- Fournir une note pour l'agence de l'Eau Artois-Picardie sur les points de blocage des agriculteurs qui pourraient freiner les souscriptions et proposer pistes d'améliorations afin d'ajuster la démarche en deuxième année en version numérique ;
- Fournir un rapport compilant la fiche de chaque rencontre avec les agriculteurs intéressés. Cette fiche comprendra a minima une présentation de l'exploitation et de son environnement, la présentation de la stratégie de l'agriculteur et un retour sur les conditions, leviers à mobiliser pour permettre la souscription ou les freins à la souscription. Le rapport précisera les pistes et accompagnements proposés en version numérique ;
- Fournir une synthèse destinée à être transmise à la structure animatrice du CARE pour enrichir le programme d'actions agricole (intérêt pour des collectifs, besoin de formations, besoin de développement de filières, etc...) en version numérique.

#### 4.1.4 - Livrables concernant l'accompagnement au dépôt de demande d'aide via la plateforme RIVAGE

Le titulaire sera chargé de :

- ➔ Fournir la liste contenant les éléments nécessaires au dépôt du dossier ;
- ➔ Rédiger une note en version numérique pour l'agence de l'Eau Artois-Picardie présentant les éventuelles contraintes ou difficultés rencontrées lors du dépôt des dossiers entre l'année 1 et l'année 2 de souscription au dispositif.

#### **4.2 – Suivi et réunion annuelle**

Un interlocuteur unique, ayant habilitation à représenter le titulaire sur l'ensemble des aspects du marché doit être identifié dans l'offre du candidat.

Au choix de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, des réunions de suivi, sous forme d'entretien téléphonique ou par échange de courriels permettront de constater l'état d'avancement de la prestation : ces prestations sont intégrées dans le forfait référencé P1 dans l'annexe financière.

À la demande de l'Eau Artois-Picardie, une réunion annuelle pourra être organisée en présentiel au siège de l'agence de l'Eau Artois-Picardie afin de présenter les résultats, les difficultés rencontrées et les solutions envisagées, ou encore des recommandations d'évolution relatives à l'instruction des dossiers et des documents administratifs liés : cette prestation est traitée à prix unitaire référencé U1 dans l'annexe financière.

À la demande de l'Eau Artois-Picardie, une réunion supplémentaire pourra être organisée en présentiel au siège de l'agence de l'Eau Artois-Picardie ou en visioconférence : ces prestations sont traitées à prix unitaire : référencées U2 (réunion en présentiel) et U3 (réunion en visioconférence) dans l'annexe financière.

### **ARTICLE 5 – DELAIS D'EXECUTION**

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution suivants pour chacune des prestations mentionnées ci-dessous, à compter des événements déclencheurs précisés :

**Organisation de la réunion de démarrage et présentation du dispositif de promotion qui va être mis en œuvre :** Le titulaire devra prendre contact avec l'Agence de l'eau Artois-Picardie et présenter le dispositif de promotion qui va être mis en œuvre dans un délai maximum de deux (2) semaines à compter de la date de réception du bon de commande. Le titulaire transmettra le compte rendu de la réunion de démarrage dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la tenue de la réunion.

➤ **Déploiement de l'aide au captage :** Le titulaire devra procéder au déploiement de l'aide au captage dans un délai maximum de huit (8) semaines à compter de la date de réception du bon de commande.

➤ **Rencontres avec les agriculteurs :** Les rencontres avec les agriculteurs devront être organisées dans un délai maximum de douze (12) semaines à compter de la date de la réunion publique.

➤ **Assistance au dépôt des dossiers :** L'assistance au dépôt des dossiers devra être assurée dans les périodes suivantes :

- ➔ Année 1 : entre le 15 mai et le 15 juillet 2026,
- ➔ Année 2 : entre le 15 mai et le 15 juillet 2027.

➤ **Accompagnement technique des agriculteurs :** Les candidats devront préciser à l'appui du rétroplanning détaillé joint à leur offre, les délais auxquels ils s'engagent pour le transfert des données collectées à la collectivité porteuse du CARE. Ce transfert est essentiel pour permettre au pilote d'assurer un accompagnement technique des agriculteurs.

## **ARTICLE 6 – LIEUX D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON**

### **6.1 - Lieu de livraison**

Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE : Centre Tertiaire de l'Arsenal 200, Rue Marceline BP 80818 59508 DOUAI CEDEX

### **6.1 - Lieu d'exécution**

Les prestations se dérouleront dans le bassin Artois-Picardie :

- Pour lot 1 : 25-A.O.I-07 : dans les départements du Nord (59) et du Pas-de-Calais (62) ;
- Pour le lot 2 : 25-A.O.I-08 : dans les départements de la Somme (80) et de l'Oise (60).

## **ARTICLE 7 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES**

L'Agence de l'eau Artois-Picardie est engagée dans des actions qui visent à dépolluer l'eau.

Dans ce cadre, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Il est exigé que le titulaire suive tout au long du marché une démarche éco responsable, à cet effet le titulaire et le cas échéant ses co-traitants et/ou sous-traitants se conforment aux exigences définies ci-après.

### ●Concernant les livrables à produire :

➤sur support papier : le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants s'engagent à favoriser l'utilisation de papier recyclé ou de papier issu de forêts gérées durablement et l'utilisation d'encre permettant de réduire l'émission de composés organiques volatiles (COV).

➤sur support ou format dématérialisé (diaporamas, comptes rendus, communiqués de presse, éléments de langage, fiches techniques, bilan qualitatif et quantitatif, notes, rapport, synthèse, etc...) : le titulaire et le cas échéant ses co-traitants et/ou sous-traitants privilégieront le partage des livrables prévus au présent marché via une plate-forme dédiée d'échange de documents, conformément à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre dans sa note méthodologique, afin de limiter la transmission en pièces jointes par messagerie électronique ; permettant ainsi de réduire l'empreinte environnementale du numérique dans l'exécution des prestations.

Le titulaire veillera à garantir quant au maintien de la validité des liens de transfert des livrables afin de les laisser à la disposition de l'Agence tout au long de la durée du marché.

En cas de non-respect de ces exigences, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités définies au C.C.A.P.

●Concernant les déplacements réalisés dans le cadre du présent marché, le titulaire et le cas échéant ses co-traitants et/ou sous-traitants privilégie les déplacements à pied, ou avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique ou au gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire communique à l'Agence à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés pour la réalisation des prestations (cartes grises des véhicules avec justification de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites objet du présent marché.

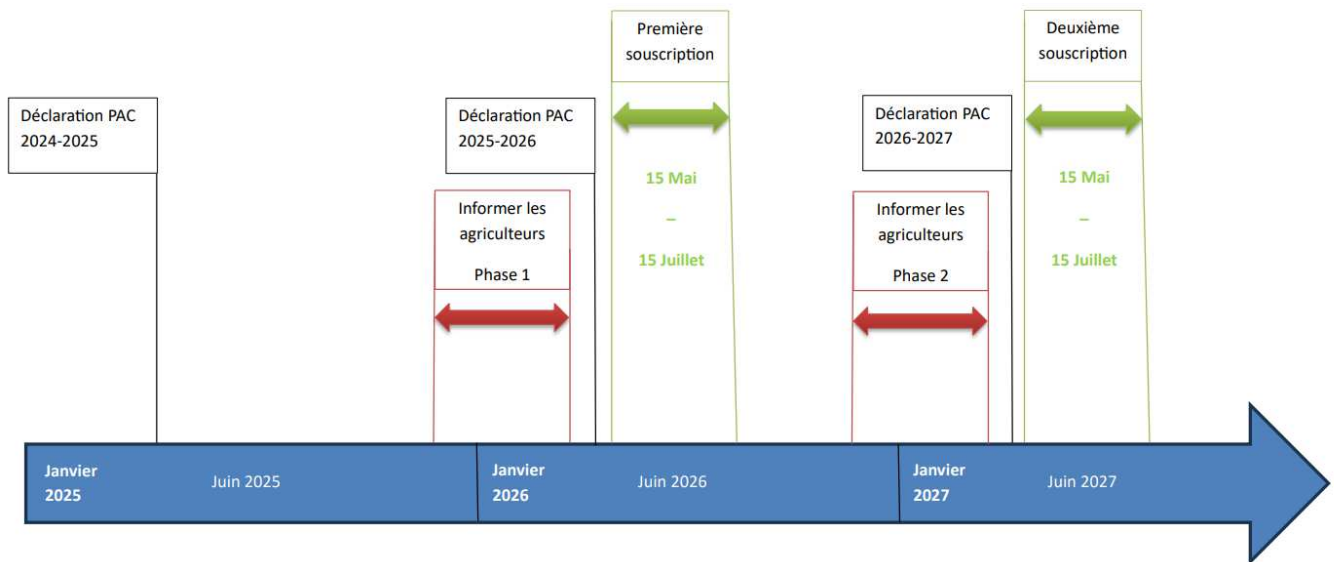
Les modes de déplacements seront conformes à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre.

En cas de non-respect de ces exigences, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités définies au C.C.A.P.

**AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE**  
(Établissement Public de l'État – Ministère de la transition écologique)



**ANNEXE TECHNIQUE N°1 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL**



**ANNEXE TECHNIQUE N°2 : CARTOGRAPHIE DES AIRES D'ALIMENTATION DES  
CAPTAGES (AAC) CONCERNÉES**

